

Retombées économiques de l'industrie du récréotourisme dans la MRC d'Antoine-Labelle

Par

EcoTec Consultants

Pour

Le CLD d'Antoine-Labelle et la SADC d'Antoine-Labelle

M. Stéphane Lapointe
CLD de la MRC d'Antoine-Labelle
(819) 623-1545, poste 409
s.lapointe@cld-antoine-labelle.qc.ca

M. Benoît Cochet
SADC d'Antoine-Labelle
(819) 623-3300, poste 25
bcochet@sadcal.com

Septembre 2008

TABLE DES MATIÈRES

I - Introduction	3
II – Situation socioéconomique	5
III – Méthodologie	8
IV – Données de Statistique Canada sur le tourisme	14
A - Opérations	14
B - Activités des gestionnaires	20
C - Investissements	22
V – Données du MRNF sur le récréotourisme	23
1. Ventilations des dépenses par MRC	26
2. Ajouter les dépenses des touristes hors Québec	27
4. Ventilation des dépenses	30
VI - Les retombées économiques	31
VII – Conclusion	40

I- INTRODUCTION

Comme l'a démontré l'intérêt suscité et le nombre de mémoires soumis à la Commission Coulombe, l'utilisation et l'avenir des forêts publiques sont des sujets extrêmement importants pour l'économie et la société du Québec.

De nombreux enjeux entourent l'utilisation des terres publiques dans la MRC d'Antoine-Labelle. Par exemple, la viabilité économique des entreprises qui en dépendent, une utilisation du territoire respectueuse de l'environnement et la cohabitation harmonieuse des industries forestières et récréotouristiques sur ces terres.

En 2004, un rapport¹ avait présenté une évaluation détaillée des retombées économiques de ces deux grands secteurs d'activité dans les MRC d'Antoine-Labelle et des Laurentides. En 2007 le portrait des retombées pour le secteur forestier avait été mis à jour². Ce document-ci fait de même pour l'industrie récréotouristique dans la MRC d'Antoine-Labelle.

La deuxième section présente un bref portrait de l'évolution socio-économique récente des Hautes-Laurentides et établit des comparaisons avec l'ensemble du Québec. Cette mise en situation permettra de mieux mesurer l'ampleur des impacts économiques causés par le déclin de l'industrie forestière.

La troisième partie du rapport sera celle de la méthodologie qui va expliquer les caractéristiques et le fonctionnement du modèle qui servira à estimer les retombées économiques au niveau des MRC, des régions administratives et de l'ensemble du Québec.

¹ Retombées économiques de l'industrie forestière et de l'industrie du récréotourisme en terres publiques dans les MRC d'Antoine-Labelle et des Laurentides, EcoTec Consultants

² Impacts économiques de la baisse d'activité dans le secteur forestier dans les MRC d'Antoine-Labelle et des Laurentides, 2004-2007

La quatrième partie discute des données qui proviennent de l'Enquête sur les voyages des Canadiens ainsi que de l'Enquête sur les voyages internationaux de Statistique Canada pour l'année 2006.

La cinquième partie présente les données du Ministère des Ressources naturelles et de la Faune(MRNF) sur les activités récréotouristiques des Québécois. Cette base de données du MRNF va fournir les données qui seront utilisées pour le calcul des retombées économiques. Ces données seront complétées par les données sur les dépenses des touristes hors Québec fournies par les enquêtes de Statistique Canada.

La sixième partie va présenter les estimations des retombées économiques pour la MRC d'Antoine-Labelle, la Région administrative des Laurentides et l'ensemble du Québec. Des estimations seront fournies pour les emplois créés par industrie, le Produit intérieur brut (PIB) généré, les revenus de taxation pour les deux paliers de gouvernement ainsi que la ventilation des emplois par occupation.

La septième partie présentera les conclusions basées sur les résultats obtenus dans la partie précédente.

II- Situation socioéconomique

Le Tableau II-1 brosse un portrait de l'évolution socioéconomique récente de la MRC d'Antoine-Labelle et compare son économie à celle de l'ensemble du Québec. La différence entre les régions est fort bien illustrée par les différences au niveau de la dynamique démographique. Au cours des quatre dernières années, la population totale d'Antoine-Labelle n'a augmenté que de 1,8 % alors que celle de l'ensemble du Québec a augmenté de 2,8 % pendant cette même période.

TABLEAU II-1
Indicateurs de l'évolution et de la situation socioéconomique de la MRC d'Antoine-Labelle et de l'ensemble du Québec

Statistiques	Antoine-Labelle	Québec
Population totale, variation 2003-2007	1,8 %	2,8 %
Population 20-34 ans, variation 2003-2007	-0,4%	2,0 %
Éducation postsecondaire (2006)	44%	60 %
Revenus par contribuable (2005)	76 %	100 %
Taux d'emploi (2006)	89 %	92 %
Autosuffisance des ménages (2005)	68 %	78 %
Concentration de l'emploi (2005)	4	44

Sources : Ministère des Finances du Québec, Statistiques Canada et EcoTec Consultants.

La dynamique démographique des jeunes travailleurs est particulièrement révélatrice de la situation socioéconomique d'une MRC. La population des 20 à 34 ans, la tranche la plus mobile et la mieux éduquée de la population, a diminué de 0,4 % entre 2003 et 2007 dans Antoine-Labelle. À l'échelle du Québec, on a observé une augmentation de 2,0 % de cette tranche de la population. Il semble donc que cette tranche mobile et éduquée de la population délaisse la MRC pour aller vivre ailleurs au Québec.

D'après le recensement de 2006, seulement 44 % de la population résidant dans la MRC d'Antoine-Labelle avait une éducation postsecondaire (CÉGEP ou université). Pour bien comprendre cette donnée, précisons qu'en 2006 seulement 30 autres divisions de recensement au Québec (sur un total de 98) avaient un plus petit pourcentage de leur population avec une éducation postsecondaire (la moyenne pour l'ensemble du Québec était de 60 %).

Les revenus des travailleurs dans la MRC d'Antoine-Labelle sont plus bas que la moyenne du Québec. En 2005, le revenu moyen par contribuable dans Antoine-Labelle ne représentait que 76 % de la moyenne du Québec. Le faible pourcentage de travailleurs avec une éducation postsecondaire dans la MRC ainsi que la nature saisonnière des secteurs de la forêt et du tourisme peut expliquer en partie les revenus relativement faibles dans ces deux MRC.

Selon le recensement, le marché du travail dans Antoine-Labelle en 2006 était caractérisé par un taux d'emplois qui n'atteignait que 89 % (donc le taux de chômage s'établissait à 11,0 %) alors que la moyenne pour l'ensemble du Québec était de 92 % (taux de chômage de 8 %).

La situation de l'emploi et des revenus dans la MRC d'Antoine-Labelle résulte en une dépendance accrue des ménages envers les divers programmes d'aide au revenu des gouvernements (assurance-emploi, etc.). C'est pourquoi le taux d'auto-suffisance des ménages n'est que de 68 % dans Antoine-Labelle (38 % des revenus des ménages dans cette MRC provient des deux paliers de gouvernement), ce qui est plus faible que le taux pour l'ensemble du Québec (78%).

La structure économique de la MRC se caractérise par une assez forte concentration de l'emploi dans quelques industries. Ainsi, en 2005, environ 75 % des emplois dans les secteurs des ressources naturelles et manufacturier dans Antoine-Labelle se trouvaient entre les mains de quatre industries qui font partie du secteur forestier (coupe de bois, scieries, usines de panneaux et services forestiers). Il est évident qu'un ralentissement dans le secteur forestier va avoir un impact très important sur la capacité de

l'économie de la MRC à gagner des revenus d'exportation. En comparaison, on peut noter que 44 industries sont requises pour atteindre le seuil de 75 % à l'échelle du Québec.

Le portrait d'ensemble qui se dégage de toutes ces données au sujet de la situation socio-économique de la MRC d'Antoine-Labelle est plutôt sombre. Cette dernière est très dépendante du secteur forestier pour les revenus d'exportation essentiels au maintien du niveau de vie de ses résidents. Cette forte dépendance envers la forêt signifie aussi qu'en cas de ralentissement dans ce secteur (ce qui est le cas à l'heure actuelle), il n'y a pas d'autre secteur capable de prendre la relève au niveau des emplois et des revenus. Déjà aux prises avec un taux d'emploi relativement bas, des revenus bien inférieurs à la moyenne du Québec et une dynamique démographique peu favorable, l'économie d'Antoine-Labelle est d'autant plus vulnérable aux nombreux défis auxquels fait face le secteur forestier.

III- MÉTHODOLOGIE

Les modèles de retombées économiques développés par EcoTec Consultants sont dynamiques et reposent sur un moteur de tableaux entrées-sorties complété par des modules économétriques. Ces modules permettent de générer des statistiques de retombées économiques plus complètes. L'ensemble des données de base utilisé pour les tableaux entrées-sorties, les modules économétriques, etc. proviennent de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec.

Avant d'offrir un survol du fonctionnement des modèles utilisés pour calculer les retombées économiques, il est utile de fournir une définition de certains termes afin de faciliter la compréhension des résultats qui seront présentés plus loin dans le rapport. Ces définitions sont consistantes avec les définitions utilisées par l'Institut de la statistique du Québec.

Impacts directs

Les retombées économiques directes sont calculées de deux manières différentes, selon la nature des dépenses initiales. Les emplois directs pour un secteur productif tel le secteur forestier sont les employés de ce secteur (travailleurs forestiers, travailleurs dans les scieries, les fabricants de meubles, etc.). La valeur ajoutée directe (c'est-à-dire la contribution de ce secteur au Produit intérieur brut du Québec) est l'ensemble de la rémunération des facteurs de production³ du secteur forestier.

Dans le cas du calcul des retombées économiques des dépenses des consommateurs (par exemple les dépenses en récréotourisme), les emplois directs sont générés auprès des premiers fournisseurs de ces consommateurs : hôtels, restaurants, magasins d'équipement de chasse et pêche, etc. La valeur ajoutée directe (la contribution du secteur du

³ La rémunération des facteurs de production comprend les salaires et charges sociales, les taxes indirectes (taxes de vente et taxes à la production), la dépréciation et les profits avant impôts.

récréotourisme au Produit intérieur brut du Québec) est l'ensemble de la rémunération des facteurs de production des entreprises qui répondent directement aux achats des consommateurs (hôtels, restaurants, pourvoires, etc.). Cette manière de calculer les retombées économiques directes est la même pour tous les secteurs de la demande finale.

Impacts indirects

Les retombées économiques indirectes sont celles qui résultent des achats de biens et services entre les entreprises. Par exemple, le transport de billes de bois entre la forêt et une scierie est un impact indirect puisqu'il s'agit de l'achat d'un service (transport de bois) de la part de la scierie. Les achats du camionneur pour l'essence, les assurances, les réparations du camion, etc. représentent aussi des impacts indirects. Un autre exemple est l'achat de nourriture d'un restaurant auprès de ses fournisseurs. Les dépenses qui sont par la suite engagées par les agriculteurs pour leur permettre de répondre à la demande du restaurant pour des produits du terroir représentent aussi des impacts indirects.

Impacts induits

Les retombées économiques induites sont générées par les dépenses des consommateurs (travailleurs forestiers, travailleurs d'usines de transformation de bois, camionneurs, fermiers, etc.).

Les modèles se divisent en deux catégories principales : le calcul des retombées économiques par province et le calcul des retombées économiques par MRC et Région administrative au Québec. Nous allons débiter par une description du fonctionnement typique du modèle interprovincial, suivi du modèle inter-MRC.

Modèle Interprovincial

Une simulation débute quand on introduit dans le modèle un vecteur de dépenses, la plupart du temps par biens (au niveau de 476 biens), ou par

industrie (117 industries). L'algorithme principal débute par le calcul des importations qui proviennent des autres pays ainsi que de chacune des autres neuf provinces canadiennes et soustrait ces importations du vecteur de dépenses. Ainsi, l'argent qui reste dans le modèle est pour l'instant le montant qui va effectivement demeurer dans l'économie québécoise pour une ronde de dépenses.

Le modèle détermine alors les industries qui vont produire les biens consommés initialement (vecteur de dépenses initiales). Par exemple, si les dépenses initiales comprennent 5 M\$ pour le transport de bois d'œuvre, ce montant va se retrouver dans l'industrie du transport par camion.

À partir de ces données de ventes par industrie, le modèle va extraire la composante PIB (valeur ajoutée). Enfin, les revenus de taxation des gouvernements sont calculés pour quatre catégories principales de recettes : impôt sur le revenu des particuliers, taxes de ventes (TPS et TVQ), taxe sur les profits des corporations et autres taxes indirectes (taxes d'accise, etc.). Les revenus pour le gouvernement du Québec vont aussi inclure les droits de coupe.

La deuxième ronde de dépenses sera celle des entreprises qui font des achats pour répondre à la demande initiale. Par exemple, afin de satisfaire à la demande des scieries pour le transport de bois d'œuvre, les camionneurs vont acheter de l'essence, des pneus, etc. À la troisième ronde de dépenses, les stations-service qui vendent l'essence vont à leur tour faire des achats. Le modèle va continuer à itérer pour un maximum de 15 ans après la dépense initiale. À chaque ronde (cycle) de dépense, le montant d'argent qui reste dans l'économie diminue à cause de trois facteurs principaux : les importations de biens et services des autres pays et des neuf autres provinces, les divers impôts et taxes prélevés par les gouvernements et l'épargne des ménages et des entreprises.

Puisque le modèle est un modèle interprovincial, à chacune des rondes de dépense, des achats dirigés vers les entreprises québécoises en provenance des autres provinces entrent dans le modèle. Ceci permet un calcul plus précis des vraies retombées économiques puisque les entreprises

québécoises sont des fournisseurs majeurs pour diverses industries réparties dans diverses provinces.

Impacts induits : les dépenses des ménages

Les impacts induits sont calculés par une simulation spéciale du modèle qui s'appelle une simulation fermée. Ce qui signifie que les ménages peuvent dépenser leurs salaires selon une structure des dépenses de consommation spécifique au Québec. Puisque les dépenses de consommation représentent plus de 60 % de l'économie canadienne et québécoise, il est important de pouvoir faire un calcul précis des impacts induits afin d'avoir une vue d'ensemble complète de toutes les retombées économiques.

Afin de s'assurer que les impacts induits ne sont pas surestimés, diverses mesures sont prises par le modèle. Par exemple :

- L'impôt fédéral et du Québec sur le revenu des particuliers sont tous les deux prélevés avant que les ménages ne dépensent leurs salaires.
- Les contributions sociales des travailleurs (cotisations de l'assurance-emploi, des fonds de pension publics et privés, etc.) sont prélevées.
- Un taux de 92 % est utilisé pour la propension moyenne à consommer (PMC) (le reste, 8 %, est considéré comme l'épargne des ménages). Ceci est très conservateur puisque que la PMC des ménages Québécois était près de 97 % en 2001.

Les autres statistiques sur les retombées économiques induites sont calculées par le modèle à partir du tableau des Ventes induites par industrie, suivant la méthode expliquée pour les impacts directs endogènes.

Impacts totaux : un portrait complet des retombées économiques

Les impacts totaux sont la somme des impacts directs, indirects et induits. En agrégation, ces statistiques fournissent un portrait complet des retombées économiques générées par les dépenses initiales utilisées pour démarrer la simulation. Il est à noter ici que puisque'il s'agit d'un modèle interprovincial, les revenus de taxation du gouvernement fédéral comprennent l'ensemble des recettes fédérales pour les dix provinces canadiennes.

Modèle Inter-MRC

Le modèle au niveau des MRC du Québec est capable d'estimer les retombées économiques d'une dépense dans une MRC donnée pour chacune des MRC de la province. Au Québec, le modèle calcule les retombées économiques pour les 99 MRC et 17 Régions administratives.

Le modèle au niveau des MRC fonctionne en parallèle avec l'algorithme interprovincial et contient le même nombre de biens et services (476) et d'industries (117). Ce fonctionnement parallèle assure que le modèle demeure en équilibre et que la somme des retombées économiques par MRC ou par Région administrative est la même ou très près des données pour la province de Québec générées par le modèle interprovincial.

Donc, deux modèles tournent simultanément dans le modèle régional (Inter-MRC), simulant ainsi le fonctionnement réel de l'économie canadienne (modèle interprovincial) et québécoise (modèle régional). Ce qui signifie qu'un modèle avec un ensemble de matrices de dimension 15 (années) x 476 (biens et services) x 117 (industries) x 10 (provinces) tourne en parallèle avec un autre modèle de dimensions 15 (années) x 476 (biens et services) x 117 (industries) x 99 (MRC).

Les transactions entre les industries dans les MRC sont calculées de la même manière que dans le modèle interprovincial : à l'aide d'une matrice complexe en trois dimensions des transactions de biens et services. Des

algorithmes sophistiqués ont été développés pour calculer les flux entre chacune des 99 MRC et les 98 autres. Ces algorithmes tiennent compte d'une foule de facteurs incluant la demande locale, la demande du Québec, les capacités productives des industries locales au niveau des biens et des services, la capacité productive de l'ensemble de la province, etc.

Le modèle régional calcule les mêmes statistiques que le modèle interprovincial, mais au niveau des MRC et des Régions administratives. En plus, une matrice de l'impact sur la migration de la population entre les 17 Régions administratives est générée.

IV-DONNÉES DE STATISTIQUE CANADA SUR LE TOURISME

A - Opérations

Échantillonnage et estimation des dépenses

Il existe peu de sources de données concernant l'industrie touristique au niveau des dépenses des visiteurs. Il en existe une seule qui fait autorité au niveau des régions du Québec (MRC, etc.). Il s'agit de l'Enquête sur les voyages des Canadiens ainsi que de l'Enquête sur les voyages internationaux de Statistique Canada pour l'année 2006.

Ces données portent sur les visiteurs (incluant les activités touristiques et les activités récréatives) qui ont parcouru 80 Km ou plus (un sens), avec ou sans nuitée. Les données extraites de cette enquête ne sont pas considérées comme parfaitement exactes. Le Tableau IV.A-1 fournit le nombre de questionnaires complétés qui étaient pertinents pour la MRC qui fait l'objet de cette étude.

Un total de 149 questionnaires dans l'enquête de Statistique Canada a été complété par des Québécois ayant visité la MRC d'Antoine-Labelle en 2006. Puisqu'il est estimé que les visiteurs québécois représentent environ 89 % des dépenses des visiteurs dans cette MRC, il est permis de penser que les données disponibles pour celle-ci sont suffisamment robustes pour être utilisées dans cette étude.

Ce niveau de confiance ne s'étend pas aux visiteurs non québécois. Avec un échantillonnage de seulement 19 questionnaires complétés, on ne peut prétendre obtenir un intervalle de confiance suffisant pour tout l'ensemble de l'univers des visiteurs hors Québec⁴, y compris des

⁴ Le terme visiteurs hors Québec dans ce rapport réfère aux personnes qui visitent le Québec mais qui ne sont pas résidentes du Québec. Ce terme comprend donc les Canadiens des autres provinces ainsi que les visiteurs des autres pays.

Américains de l'est des Etats-Unis ainsi que de ceux qui proviennent des autres pays.

TABLEAU IV.A-1

Nombre de questionnaires complétés qui proviennent des enquêtes de Statistique Canada sur les voyages des Canadiens et sur les voyages internationaux, MRC d'Antoine-Labelle, 2006

MRC	Nombre de questionnaires par marché			
	Québécois	Canadiens Hors Québec	Américains Est des ÉU	Outre-mer
Antoine-Labelle	149	6	6	7

Source : Compilation réalisée à partir des enquêtes de Statistique Canada sur les voyages des Canadiens (EVC) et les voyages internationaux (EVI), 2006.

L'industrie récréotouristique fait une contribution significative à l'économie de la MRC. D'après les compilations réalisées à partir des données de Statistique Canada, les touristes ont dépensé 90,2 M\$ en 2006 dans cette MRC (Tableau IV.A-2). La part du lion de ces dépenses a été effectuées par des touristes québécois avec des débours de près de 82,8 M\$, soit environ 92 % des dépenses touristiques dans Antoine-Labelle. Les Américains suivent avec des dépenses de 4,2 M\$ (5 %), puis les Canadiens hors Québec avec 1,8 M\$ (2 %) et enfin les visiteurs des autres pays avec 1,5 M\$ (1 %).

TABLEAU IV.A-2**Dépenses des touristes dans la MRC d'Antoine-Labelle, par origine des touristes, 2006**

Origines	MRC d'Antoine-Labelle	
	Dépenses	Pourcentage
Québec	82 802 000 \$	92%
Canada Hors Québec	1 780 000 \$	2%
États-Unis	4 178 000 \$	5%
Outre-mer	1 484 000 \$	2%
TOTAL	90 244 000 \$	100%

Source : Compilation spéciale tirée des données des enquêtes de Statistique Canada sur les voyages des Canadiens (EVC) et voyages internationaux (EVI), 2006.

Les données au niveau des dépenses des touristes dans la MRC d'Antoine-Labelle doivent être considérées comme une estimation des dépenses des touristes basées sur les réponses obtenues des personnes sondées. En l'absence de d'autres sources de données qui pourraient confirmer les chiffres tirés des deux enquêtes de Statistique Canada, on doit demeurer prudent pour l'interprétation de ces montants de dépenses. Bien qu'il est probable que ces données représentent une partie significative de l'univers des dépenses touristiques dans cette MRC, il est impossible de confirmer si les estimations au niveau des dépenses des touristes tirées des données de Statistique Canada représentent 70 %, 80 % ou 90 % des dépenses touristiques totales dans la MRC d'Antoine-Labelle.

Ventilation des dépenses

Pour réaliser des simulations précises au niveau des retombées économiques trois éléments sont requis :

- Des données de base de qualité au niveau des dépenses totales;

- Une ventilation des dépenses par biens et services aussi précise que possible; et,
- Une estimation du pourcentage de ces dépenses ventilées qui sont effectivement dépensées dans la MRC.

Le premier élément a été discuté précédemment. Cette section-ci va donc être consacrée aux deux autres éléments : la ventilation par biens et services ainsi que l'estimation des dépenses effectuées dans la MRC.

Ventilation des dépenses en biens et services

Les compilations spéciales réalisées pour le Centre local de développement de la MRC d'Antoine-Labelle à partir des enquêtes de Statistique Canada fournissent des données intéressantes au niveau de la ventilation des dépenses des touristes québécois.

Les données relatives à la ventilation en biens et services des dépenses des touristes québécois sont dans le Tableau IV.A-3. Ce tableau démontre des différences tout à fait remarquables entre la structure de dépenses des touristes québécois et canadiens et ceux qui proviennent des autres pays.

Les différences les plus marquantes sont les suivantes :

- Les dépenses pour le véhicule automobile pour les visiteurs québécois et canadiens représentent le poste de dépenses le plus élevé (24,4 % des dépenses totales). Ceci s'explique principalement par la distance parcourue : près des trois-quarts des touristes qui visitent la MRC d'Antoine-Labelle doivent parcourir entre 160 et 319 kilomètres. Les touristes hors-Canada n'ont pas, selon les résultats de l'enquête de Statistique Canada de dépense reliée à un véhicule automobile. Ce résultat peut sembler étrange étant donné le fait que les touristes étrangers (surtout ceux qui ne voyagent pas en groupe) vont parfois utiliser des autos de location pour se déplacer au Québec.

TABLEAU IV.A-3**Ventilation des dépenses des touristes québécois, canadiens et étrangers
dans la MRC d'Antoine-Labelle, 2006**

Catégorie de dépense	Touristes Québec et Canada		Touristes étrangers		Tous les touristes	
	Montants	Pourcentage	Montants	Pourcentage	Montants	Pourcentage
Véhicule*	20,650,000\$	24.4%	0\$	0.0%	20,650,000\$	22.9%
Aliments	16,920,000\$	20.0%	0\$	0.0%	16,920,000\$	18.7%
Rest. & bars	17,992,000\$	21.3%	1,229,000\$	21.7%	19,221,000\$	21.3%
Hébergement	14,382,000\$	17.0%	1,729,000\$	30.5%	16,111,000\$	17.9%
Vêtements	4,823,000\$	5.7%	0\$	0.0%	4,823,000\$	5.3%
Loisirs	6,732,000\$	8.0%	792,000\$	14.0%	7,524,000\$	8.3%
Déplacements au Canada	0\$	0.0%	142,000\$	2.5%	142,000\$	0.2%
Autres dépenses**	3,083,000\$	3.6%	800,000\$	14.1%	3,883,000\$	4.3%
Non réparti	0\$	0.0%	970,000\$	17.1%	970,000\$	1.1%
Total	84,582,000\$	100,0 %	5,662,000\$	100,0 %	90,244,000\$	100,0 %

*Comprend location de véhicule et fonctionnement d'un véhicule loué ou privé.

** Comprend transport, frais de transport et autres dépenses.

Source : Compilation tirée des données de Statistique Canada, 2006.

- Les touristes québécois et canadiens consacrent 20 % de leur budget pour l'achat d'aliments à l'épicerie comparé à zéro pour les visiteurs des autres pays. Cette différence s'explique sans doute en partie par le but principal du voyage. On estime que près de la moitié des visiteurs viennent dans la MRC d'Antoine-Labelle pour visiter parents et amis.
- Le but principal du voyage explique sans doute aussi la différence entre le 17,0 % dépensé par les touristes québécois et canadiens pour l'hébergement et le 30,5% dépensé par les touristes des autres pays.
- Enfin, il est remarquable de constater que la catégorie des dépenses réalisées au titre des restaurants et bars a virtuellement la même importance pour tous les touristes : 21,3 % pour les touristes québécois et canadiens et 21,7 % pour ceux en provenance des autres pays.

Le secteur du récréatif

Il manque une facette aux données de Statistique Canada et c'est celle des activités récréatives pour lesquelles les gens parcourent moins de 80 Km. Beaucoup de ces activités sont dites non encadrées puisqu'elles impliquent des gens locaux qui pratiquent divers sports et activités de loisirs sans avoir recours à des entreprises privées. Ceci est souvent le cas pour des activités telle la chasse et la pêche qui requièrent une infrastructure minimale. D'autres activités comme le ski alpin nécessitent au contraire une infrastructure très développée. Parmi les activités récréatives de plein air pratiquées par les Québécois, on retrouve entre autres les activités suivantes:

- Chasse
- Pêche
- Camping
- Randonnée pédestre

- Ski alpin
- Ski de fond
- Canot et kayak
- Vélo de montagne et de randonnée
- Motoneige
- Quad (VTT)

Il est possible d'obtenir de l'information au sujet des infrastructures qui existent dans chacune des régions administratives du Québec pour les activités récréatives mentionnées plus haut. Voir la section du rapport consacrée aux données du Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF).

B - Activités des gestionnaires

Les gestionnaires ont un rôle important à jouer au niveau des terres publiques au Québec. La gestion du territoire est un terme qui inclut des activités comme l'évaluation des stocks de poisson et de gibiers, le contrôle des activités de prélèvement, l'amélioration des infrastructures ou mise en valeur de l'environnement, l'ensemencement de poissons, les activités commerciales des pourvoiries, la lutte aux incendies de forêt, etc.

Le Tableau IV.B-1 montre les données pour deux catégories de gestionnaires : les pourvoiries et les ZECs. Il existe d'autres gestionnaires qui font un travail important sur les terres publiques. Par exemple les réserves fauniques. On peut aussi mentionner le rôle joué par divers ministères du gouvernement du Québec comme le Ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

En 2006, les pourvoiries situées sur le territoire des Hautes-Laurentides (dont la presque totalité dans la MRC d'Antoine-Labelle) ont eu des revenus de 8,6 M\$. Les ZEC de la région avaient pour leur part des revenus totaux de 1,7 M\$. Au total, ces deux groupes de gestionnaires ont eu des revenus de 10,3 M\$ et une masse salariale de 2,6 M\$.

TABLEAU IV.B-1**Revenus, emplois et investissements des pourvoiries et des ZEC, M\$ et nombre d'employés, 2006 et 2007**

	Revenus	Emplois		Investissements
	Total	Nombre	Salaires	Total
Pourvoiries	8.60\$	226	2.07\$	1.53 \$
ZEC	1.69\$	70	0.55\$	0.28 \$
Total	10.29\$	296	2.62\$	1.81\$

Sources : Portrait socio-économique des pourvoiries des Laurentides, année 2006, publié en juin 2008 (par ds2007) et Rapports financiers des Zecs pour la saison 2007.

Un total de 296 employés salariés travaille pour les pourvoiries ou les ZECs. La plupart d'entre eux ont des emplois saisonniers : les pourvoiries sont généralement en opération de 3 à 6 mois par année.

Au niveau des investissements, ces gestionnaires du territoire ont dépensé 1,8 M\$ en 2006 ou 2007. La part du lion de ces investissements, soit 1,5 M\$, a été réalisée par les pourvoiries. Le reste, soit 0,3 M\$, a été investi par les ZEC.

L'évaluation des retombées économiques des dépenses des gestionnaires des terres publiques ne sera pas réalisée dans cette étude. Il y a quelques raisons pour cela, incluant :

- Il est souvent difficile de trouver de l'information complète en ce qui concerne les activités des gestionnaires par MRC, surtout pour les organisations centralisées comme le MRNFP;
- Il est parfois difficile de discerner les activités des gestionnaires reliées à l'industrie forestière et celles qui sont reliées à l'industrie du récréotourisme.

C - Investissements

Une revue de l'information existante au niveau des dépenses d'investissement reliées au récréotourisme sur terres publiques a révélé une absence de données fiables et récentes. Plusieurs défis existent au niveau des données requises pour estimer les retombées économiques de tels investissements. Mentionnons la difficulté de distinguer entre les investissements pour le secteur touristique comme tels et les investissements réalisés pour répondre à la demande locale des consommateurs (par exemple un restaurant) et l'absence de données complètes pour le secteur du récréotourisme au niveau des Régions administratives.

La collecte des données requises sort du cadre de cette étude. En effet, des efforts et des ressources financières assez importantes seraient requis pour pouvoir brosser un tableau complet des investissements (que ce soit au niveau des infrastructures, des bâtiments, de l'équipement, etc.) dans le secteur du récréotourisme.

V-DONNÉES DU MRNF SUR LE RÉCRÉOTOURISME

Les données de Statistique Canada représentent une approche dite « dépenses par poste » pour le calcul des retombées économiques. Comme nous l'avons vu précédemment, cette approche a des failles dont la principale est l'absence de données au niveau du récréatif local, c'est-à-dire les dépenses réalisées par ceux qui voyagent moins de 80 Km de leur domicile, avec ou sans nuitée.

Une autre approche pour recueillir et utiliser des données à des fins de calcul des retombées économiques est dite « dépenses par activité ». Une telle source de données existe. Il s'agit de données recueillies par le Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF). Ces données portent sur la totalité de l'univers récréotouristique québécois. Ce qui signifie qu'en théorie, on y retrouve l'ensemble des dépenses réalisées par tous les Québécois au Québec, regroupées dans cinq grands ensembles : chasse, pêche, déplacements d'intérêt faunique, activités de plein air et dépenses des opérateurs. Trois aspects de ces données vont nécessiter un travail d'appoint:

- Les données incluent les activités sur les terres publiques et celles qui ont lieu sur les terres privées. Il faut donc trouver une méthodologie pour séparer les deux;
- Les dépenses des touristes qui viennent de l'extérieur du Québec ne sont pas incluses. Les données de Statistique Canada sur les touristes canadiens hors Québec qui visitent les MRC d'Antoine-Labelle et des Laurentides seront utilisées pour combler ce vide;
- Les données du MRNF ne sont disponibles qu'au niveau des Régions administratives. Il faut donc développer une méthode pour ventiler ces données par MRC.

Les dépenses par activité sont regroupées en quatre grandes catégories:

- La chasse;

- La pêche;
- Les déplacements d'intérêt faunique : les activités qui impliquent la faune, mais sans prélèvement comme l'observation d'espèces animales ou l'ornithologie;
- Les activités de plein air : motoneige, véhicules tout terrain (VTT), la randonnée pédestre, le canot, le camping, etc.

Les dépenses des Québécois au niveau des activités récréotouristiques sont présentées au Tableau V-1. Un total de 348,3 M\$ est dépensé chaque année par les Québécois dans la Région administrative des Laurentides.

Le montant le plus important va aux activités de plein air avec un total de 136,5 M\$ (39,2 % des dépenses totales). L'importance de cette catégorie d'activités est due au grand nombre d'activités qui la compose. Mentionnons entre autres : camping, randonnée pédestre, ski alpin, ski de fond, canot et kayak, vélo de montagne et de randonnée, motoneige et VTT. L'achat d'équipement nécessaire à la pratique de certaines de ces activités (motoneige, VTT, etc.) gonfle de façon significative les dépenses totales.

Au deuxième rang, on retrouve la pêche sportive avec des dépenses de 112,8 M\$, ou 32,4 % des dépenses totales en récréotourisme. Ici aussi l'achat d'équipement tel que bateau, moteur, etc. vient augmenter de façon appréciable les dépenses des passionnés de ce sport. Au troisième rang, on retrouve la pratique de la chasse avec 59,9 M\$ (17,3 %), suivie des déplacements d'intérêt faunique avec 39,1 M\$ (11,2 %).

TABLEAU V-1

Dépenses des Québécois en activités récréotouristiques, Région administrative des Laurentides, 2006*

Catégories	RA des Laurentides		Hautes-Laurentides		
	Montants	Pourcentage	Pourcentage Hautes-Laurentides**	Total Hautes-Laurentides	MRC d'Antoine-Labelle
Chasse	59,9 \$	17,2 %	90,0 %	53,9\$	37,8 \$
Pêche	112,8 \$	32,4 %	80,0 %	90,2\$	54,1 \$
Déplacements d'intérêt faunique	39,1 \$	11,2 %	80,0 %	31,3\$	10,9 \$
Activités de plein air**	136,5 \$	39,2 %	90,0 %	122,9\$	50,3 \$
Total des dépenses	348,3 \$	100,0 %	85,6 %	298,3\$	153,1 \$

Source : La faune et la nature, ça compte, MRNF

* Extrapolation des données de 2000 du MRNF en utilisant l'Indice des prix à la consommation entre 2000 et 2006.

** Estimations

Les données du Tableau V-1 vont former la base principale des calculs de retombées économiques au niveau des MRC d'Antoine-Labelle et des Laurentides. Pour être en mesure d'utiliser ces données, celles-ci doivent être ajustées en trois temps :

1. Ventiler les dépenses par MRC;
2. Ajouter les dépenses des touristes hors Québec; et,
3. Ventiler les dépenses par catégorie (équipement, nourriture, etc.).

Ces ajustements ne seront que des estimations destinées à rendre plus significatives l'évaluation des retombées économiques des activités récréotouristiques dans la MRC d'Antoine-Labelle.

1. Ventilation des dépenses par MRC

Les dépenses par activités des Québécois ventilées pour les Hautes-Laurentides sont présentées au Tableau V-1. Nous reprenons les estimations utilisées dans l'étude de 2004 en ce qui concerne le contenu Hautes-Laurentides et MRC d'Antoine-Labelle. Pour les activités de chasse et celles de plein air, 90 % des dépenses ont été assignées à la région des Hautes-Laurentides. Étant donné la nature de ces activités, qui requièrent pour la plupart des grands espaces et, dans le cas de la chasse, une certaine distance des habitations, il a été assumé que les Hautes-Laurentides seraient la région de prédilection pour la pratique de ces sports.

Pour la pêche récréative et les déplacements d'intérêt faunique, 80 % des montants ont été supposés liés à des activités prenant place dans la MRC d'Antoine-Labelle ou dans la MRC des Laurentides. Ces activités s'accommodent mieux de la proximité des centres habités et peuvent donc être plus facilement pratiqués dans les MRC situées dans le sud de la région touristique des Laurentides. Au total, 298,3 M\$ sont estimés dépensés dans les Hautes-Laurentides par les Québécois pour les quatre activités principales de récréotourisme.

2. Ajouter les dépenses des touristes Hors Québec

Les données de Statistique Canada pour les dépenses des touristes hors Québec révèlent qu'en 2006 ceux-ci ont dépensé environ 7,4 M\$ dans Antoine-Labelle. Ces données ne peuvent pas être ajoutées directement aux données du MRNF pour les dépenses récréotouristiques. En effet, les dépenses des visiteurs hors Québec comprennent des activités qui ne relèvent pas toutes du récréotourisme.

Il est cependant indéniable que la plupart des touristes qui viennent au Québec, surtout dans la MRC d'Antoine-Labelle, le font à cause de la beauté extraordinaire des paysages. Dans la MRC d'Antoine-Labelle, on peut supposer sans crainte de se tromper que la grande majorité des touristes qui s'y rendent le font pour des activités liées au récréotourisme. Par conséquent, on pose ici l'hypothèse que toutes ces dépenses des visiteurs hors Québec sont liées au récréotourisme.

Comme le démontre le Tableau V-2, on estime que les Québécois dépensent 153,1 M\$ par année pour des activités récréotouristiques dans la MRC d'Antoine-Labelle. La pêche est l'activité la plus importante des Québécois avec 54,1 M\$ (35,3 % du total). Les activités de plein air sont au deuxième rang avec 50,3 M\$. La chasse est bonne troisième avec 37,8 M\$ suivie des déplacements d'intérêt faunique avec 10,9 M\$.

Les dépenses des touristes hors Québec sont estimées à 7,4 M\$ dans la MRC d'Antoine-Labelle. La dernière colonne du tableau contient le total des dépenses des touristes québécois et des touristes hors Québec dans la MRC d'Antoine-Labelle. Il est estimé qu'un grand total de 160,5 M\$ est dépensé chaque année dans la MRC d'Antoine-Labelle pour des activités de récréotourisme.

Dans la MRC d'Antoine-Labelle, l'activité la plus importante du point de vue des dépenses totales des Québécois et non-Québécois est la pêche avec 56,3 M\$, suivie des activités de plein air (53,4 M\$) et de la chasse avec

39,1 M\$. Les déplacements d'intérêt faunique sont au dernier rang avec un montant estimé à 11,7 M\$.

Données finales utilisées pour calculer les retombées économiques

Ce sont les données de la dernière colonne du Tableau V-2 qui seront ventilées par intrants (biens et services consommés) dans la prochaine section pour réaliser les simulations de retombées économiques pour la MRC d'Antoine-Labelle.

TABLEAU V-2

Dépenses des Québécois, Canadiens et des touristes étrangers dans la MRC d'Antoine-Labelle, par catégorie d'activité, 2006, M\$, estimation

Catégories	Dépenses Québécois*	Dépenses touristes Hors Québec**	Dépenses totales
Chasse	37,8 \$	1,3 \$	39,1 \$
Pêche	54,1 \$	2,2 \$	56,3 \$
Déplacements d'intérêt faunique	10,9 \$	0,8 \$	11,7 \$
Activités plein air	50,3 \$	3,1 \$	53,4 \$
Total	153,1\$	7,4 \$	160,5 \$

Source : EcoTec Consultants

* Ventilation dépenses des Québécois dans MRC d'Antoine-Labelle. Voir la dernière colonne du Tableau V-1.

** Ventilation dépenses des non-Québécois dans MRC d'Antoine-Labelle. Voir Tableau IV.A-2.

3. Ventilation des dépenses

Les dépenses des usagers doivent être ventilées par biens et services avant de réaliser les calculs de retombées économiques. Le Tableau V-3 montre la ventilation par composantes principales pour chacune des quatre grandes catégories d'activités récréotouristiques. Les données de ce tableau seront utilisées pour éclater les dépenses des usagers Québécois. Elles seront préférées aux données du Tableau IV.A-3 (de Statistique Canada) qui ne sont pas consistantes avec le cadre méthodologique des données de base qui proviennent du MRNF.

Il est important de noter ici que les données au niveau du montant et de la ventilation des dépenses pour les Québécois proviennent toutes du MRNF. Les montants et la ventilation des dépenses pour les touristes hors Québec proviennent des données récoltées par les enquêtes de Statistiques Canada. Voir le Tableau IV.A-3 pour la ventilation des dépenses des touristes hors Québec.

Tableau V-3

Ventilation primaire des dépenses des activités récréotouristiques, Québécois, pourcentage

Catégorie de dépense	Chasse	Pêche	Déplacements d'intérêt faunique	Activités de plein air
Équipement	60,6 %	53,8 %	47,3 %	28,8 %
Hébergement	5,3 %	4,1 %	6,5 %	19,1 %
Transport	11,8 %	10,7 %	10,5 %	23,4 %
Nourriture	9,9 %	9,8 %	8,9 %	23,4 %
Divers	12,5 %	21,6 %	26,8 %	5,3 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Source : MRNF

VI – LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

Les données qui ont été utilisées pour le calcul des retombées économiques sont les dépenses des Québécois et des visiteurs hors-Québec telles que montrées au Tableau V-2. La ventilation des dépenses des touristes québécois a été réalisée en utilisant les coefficients du Tableau V-3 tandis que la ventilation des dépenses des autres touristes provient du Tableau IV.A-3 (quatrième colonne de données).

Le Tableau VI-1 montre les retombées économiques générées au Québec sur une base annuelle par le secteur récréotouristique dans la MRC d'Antoine-Labelle. Un total de 1 636 personnes-année d'emploi est créé chaque année au Québec, y compris 1 017 (62,2 %) dans la MRC d'Antoine-Labelle et 38 dans le reste de la Région administrative des Laurentides. L'emploi total créé est de 1 055 personnes-année dans la Région administrative des Laurentides (64,5 %). Les autres 91 MRC de la province se partagent 581 personnes-année (35,5 %).

Les emplois directs se retrouvent essentiellement dans la MRC d'Antoine-Labelle : 897 personnes-année. Les autres MRC de la Région administrative des Laurentides se partagent 6 emplois directs, pour un grand total de 903 pour cette Région administrative. Ces emplois directs sont les emplois générés directement par les dépenses des touristes et résidents pour des activités reliées au récréotourisme sur terres publiques. Par exemple, les employés des hôtels et restaurants, les divers commerces au détail qui vendent équipement ou nourriture, etc.

Les emplois directs générés à l'extérieur de la MRC d'Antoine-Labelle (un total de 166, soit 15,5 % des emplois directs) sont dûs aux habitudes de consommation des résidents et voyageurs qui font du récréotourisme dans la MRC d'Antoine-Labelle. En effet, le modèle utilisé pour calculer les retombées économiques permet aux ménages d'acheter de l'équipement ailleurs que dans la MRC d'Antoine-Labelle.

TABLEAU VI-1**Emplois et produit intérieur brut (valeur ajoutée) générés par l'industrie récréotouristique dans la MRC d'Antoine-Labelle, personnes-année et M\$, 2006**

Régions géographiques	Direct	Indirect	Induit	Total
MRC Antoine-Labelle				
Emplois	897	49	71	1 017
Produit intérieur brut	31,8 \$	2,9 \$	6,7 \$	41,4 \$
Reste des Laurentides				
Emplois	6	19	13	38
Produit intérieur brut	0,4 \$	1,3 \$	1,0 \$	2,7 \$
Total des Laurentides				
Emplois	903	68	84	1 055
Produit intérieur brut	32,2 \$	4,2 \$	7,7 \$	44,1 \$
Reste du Québec				
Emplois	166	233	182	581
Produit intérieur brut	14,7 \$	16,7 \$	13,5 \$	44,9 \$
Total Québec				
Emplois	1 069	301	266	1 636
Produit intérieur brut	46,9 \$	20,9 \$	21,2 \$	89,0 \$

Source : EcoTec Consultants

Les emplois indirects dans la MRC d'Antoine-Labelle sont estimés à 49 personnes-année alors que les emplois induit (ceux qui sont générés par les dépenses des consommateurs) sont estimés à 71 personnes-année. Pour l'ensemble de la province, les emplois indirects sont estimés à 301 personnes-année alors que ceux qui sont induits sont estimés à 266. Comme on pouvait s'y attendre, la part des emplois indirects et induits qui demeurent dans les Laurentides est inférieure à la part des emplois totaux. Par exemple, les 49 emplois indirects dans la MRC d'Antoine-Labelle représentent 16,3 % des emplois indirects (62,2 % pour les emplois totaux) dans la province.

La part des emplois induits qui demeurent dans la Région administrative des Laurentides est de 31,6 % (84 sur un total du Québec de 266). Ce phénomène d'une plus faible part du Québec des emplois induits s'explique par le fait que pour la plupart des achats effectués dans les commerces au détail, il n'y a que la marge de détail qui demeure dans la région. Le reste sort de la MRC et va au lieu de production du bien consommé (voiture, vêtements, nourriture, etc.) ailleurs au Québec, au Canada ou dans d'autres pays.

Au niveau du produit intérieur brut (PIB), on estime que le montant total généré chaque année au Québec est de 89,0 M\$: 41,4 M\$ dans la MRC d'Antoine-Labelle (pour une part du Québec de 46,5 %) et 2,7 M\$ pour les autres MRC de la Région administrative des Laurentides (3,0 %). Ce qui donne un total de 44,1 M\$ pour la Région administrative des Laurentides (49,6 %). Les MRC à l'extérieur de la Région administrative des Laurentides se partagent 44,9 M\$ (50,5 %).

Il est intéressant à noter que la part du Québec du PIB est inférieure à celle de l'emploi pour la MRC d'Antoine-Labelle. En effet, la part du Québec de l'emploi pour la MRC d'Antoine-Labelle est de 62,2 % alors que celle pour le PIB est de 46,5 %. Ce résultat s'explique par les bas salaires dans les industries qui bénéficient le plus du récréotourisme : hôtels et restaurants, magasins de commerce au détail, divers emplois dans le secteur des services personnels, etc. Étant donné que les salaires représentent une part importante du PIB, ces bas salaires dans le secteur des services se traduisent à la fois en un PIB plus bas et par un nombre d'emplois plus élevé.

Le Tableau VI-2 fournit une liste des industries qui bénéficient le plus des activités récréotouristiques dans la MRC d'Antoine-Labelle. Les plus grandes bénéficiaires sont des industries du secteur des services : le commerce au détail bénéficie le plus avec 432 personnes-année dont 382 directs et 50 indirects et induits. L'industrie de l'hôtellerie et la restauration est deuxième avec 387 emplois, dont 371 directs et 16 indirects et induits. Les pourvoiries et autres activités de loisirs sont en troisième place avec 109 personnes-année. Les autres industries suivent loin derrière : réparation et entretien automobile avec 31 personnes-année, les services personnels avec 9 personnes-année, etc.

TABLEAU VI-2**Emplois par industrie générés par l'industrie récréotouristique dans la MRC d'Antoine-Labelle, 3 personnes-année et plus, 2006**

Industries	Antoine-Labelle		
	Direct	Indirect et induit	Total
Commerce de détail	382	50	432
Hôtels et restaurants	371	16	387
Loisirs, pourvoiries, etc.	105	4	109
Réparation et entretien	27	4	31
Services personnels	2	7	9
Transport par camion	0	9	9
Agriculture	5	1	6
Construction résidentielle	0	6	6
Services professionnels	1	2	3
Autres industries	4	21	25
TOTAL	897	120	1 017

Source : EcoTec Consultants

On doit noter ici que la relative faiblesse des emplois dans les services personnels s'explique en partie par le fait que de plus en plus d'établissements hôteliers offrent des services comme la massothérapie et salons de coiffure à leurs clients. Ces emplois seront dès lors considérés comme faisant partie du secteur hôteliers, ce qui explique en partie le grand nombre d'emplois générés dans cette industrie.

Le Tableau VI-3 montre les revenus annuels estimés de taxation pour le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral. Les recettes sont estimées à un total de 12,5 M\$ pour Québec : 4,6 M\$ en impôts sur le revenu des particuliers et 7,9 M\$ en taxes de vente, taxes indirectes et taxe sur le profit des corporations. Les revenus pour le gouvernement fédéral sont estimés à 19,8 M\$ dont 12,8 M\$ (64,7 %) provient des contribuables et des entreprises du Québec. On estime que l'impôt sur le

revenu des particuliers rapporte 8,4 M\$, y compris 5,3 M\$ qui proviennent des Québécois. Les autres sources de revenus totalisent 11,4 M\$, dont 7,5 M\$ au Québec.

TABLEAU VI-3
Revenus de taxation générés par les activités de l'industrie récréotouristique dans la MRC d'Antoine-Labelle, M\$, 2006

	Gouvernement du Québec	Gouvernement Fédéral		
		Québec	Reste du Canada	Total
Impôt sur le revenu des particuliers	4,6 \$	5,3 \$	3,1 \$	8,4 \$
Autres revenus de taxation	7,9 \$	7,5 \$	3,9 \$	11,4 \$
TOTAL	12,5 \$	12,8 \$	7,0 \$	19,8 \$

Source : EcoTec Consultants

Le Tableau VI-4 fournit une ventilation détaillée des emplois par occupation. Les vendeurs sont en première place avec 144 emplois, suivis des serveuses et autres travailleurs de restaurants avec 128 emplois, suivis des gérants et superviseurs dans le commerce au détail (76), des chefs et aide-cuisiniers (75) et des caissiers (70).

TABLEAU VI-4**Emplois par occupations générés par l'industrie du récréotourisme, 10 personnes-année et plus, MRC d'Antoine-Labelle et ensemble du Québec, 2006**

Occupations	MRC d'Antoine-Labelle	Reste du Québec	Total Québec
Vendeurs	126	18	144
Serveuses et autres travailleurs de restaurants	125	3	128
Gérants et superviseurs commerce au détail	68	8	76
Chefs et aide-cuisiniers	74	1	75
Caissiers	65	5	70
Diverses occupations dans les services	38	5	43
Gérants et superviseurs de restaurants	40	1	41
Comptables	26	13	39
Mécaniciens automobiles	31	2	33
Coiffeurs	25	4	29
Secrétaires et personnel de bureau	12	11	23
Conducteurs de camion	15	7	22
Serveurs de bar	19	0	19
Concierges	14	1	15
Gérants et superviseurs hôtels	14	0	14
Comptabilité générale	6	8	14
Gestion hôtelière	13	0	13
Gestion, ventes	9	4	13
Femmes de chambre	11	0	11
Autres occupations	286	528	814
TOTAL	1 017	619	1 636

Source : EcoTec Consultants

Le Tableau VI-5 est particulièrement intéressant puisqu'il permet de mettre en perspective les retombées économiques du secteur récréotouristique et en même temps il fournit de l'information utile au niveau de la cohérence interne du modèle utilisé pour le calcul des retombées économiques.

Le secteur du récréotourisme dans la MRC d'Antoine-Labelle y génère 7,0 % des emplois totaux, 5,5 % des revenus gagnés et 4,4 % de l'impôt sur le revenu collecté. Au niveau de la Région administrative des Laurentides, l'activité dans ce secteur dans Antoine-Labelle soutient environ 0,4 % des emplois totaux, 0,3 % du Produit intérieur brut et des revenus gagnés et 0,2 % de la collecte de l'impôt sur le revenu.

En fait, il est fort probable que le pourcentage des emplois totaux représentés par ce secteur est encore plus élevé que ce que les données du Tableau VI-5 suggèrent. En effet, la saisonnalité dans ce secteur est particulièrement importante, que ce soit au niveau du commerce au détail ou des diverses activités récréotouristiques.

Par exemple, si la moitié des emplois dans le secteur du commerce au détail sont pour 6 mois par année (exemple fictif), ceci signifie que les 432 personnes-année d'emplois générés dans ce secteur dans la MRC d'Antoine-Labelle équivalent en fait à :

50 % de 432 personnes qui travaillent 6 mois
= 216 x (12 mois divisés par 6)
= 432 personnes qui travaillent 6 mois par année
+ 50 % de 432 personnes qui travaillent 12 mois par année
= 648 personnes, soit 50 % de plus que le nombre de personnes-année.

Si cela était aussi le cas pour le secteur de l'hôtellerie et la restauration, alors au lieu de 387 personnes-année pour ce secteur, on pourrait parler de 581 personnes employées. Dans un tel cas, le pourcentage d'emplois dans la MRC qui dépendent du récréotourisme approcherait 10 %.

TABLEAU VI-5

Retombées économiques générées par les activités de l'industrie récréotouristique dans la MRC d'Antoine-Labelle en pourcentage de l'économie du Québec, de la Région Administrative et de la MRC, 2005 et 2006

Statistiques	Régions	MRC Antoine-Labelle	RA Laurentides	Total pour le Québec
Emplois, 2006		14 530	249 200	3 765 400
Produit intérieur brut, 2006, M\$		N/D	13 929 \$	264 638 \$
Revenus gagnés, contribuables, 2005*, M\$		433,6 \$	9 532,3 \$	134 495,5 \$
Impôt sur le revenu des particuliers, 2005**, M\$		54,8 \$	1 345,3 \$	18 919,0 \$
Revenus totaux auto générés Québec, 06-07***, M\$		S/O	S/O	43 457,6 \$
Retombées économiques de l'industrie récréotouristique				
Emplois		1 017	1 055	1 636
Produit intérieur brut, M\$		41,4 \$	44,1 \$	89,0 \$
Revenus gagnés, contribuables, M\$		23,9 \$	25,3 \$	47,4 \$
Impôt sur le revenu des particuliers, Québec, M\$		2,4 \$	2,6 \$	4,6 \$
Revenus du gouvernement du Québec, M\$		S/O	S/O	12,5 \$
Revenus du gouvernement fédéral au Québec, M\$		S/O	S/O	12,8 \$
Pourcentages				
Emplois		7.0%	0.4%	0.04%
Produit intérieur brut, M\$		N/D	0.3%	0.03%
Revenus gagnés, contribuables, M\$		5.5%	0.3%	0.04%
Impôt sur le revenu des particuliers, M\$		4.4%	0.2%	0.02%
Revenus du gouvernement du Québec, M\$		S/O	S/O	0.03%
Revenus du gouvernement fédéral au Québec, M\$****		S/O	S/O	0.03%

* Données pour l'année 2005 pour Québec. ** Données pour l'année financière 2006-07 pour Québec.

*** Comptes publics, 2006-07, Volume 2, tableau Sommaire des revenus par catégories (revenus autogénérés = revenus autonomes – revenus provenant des entreprises du gouvernement). **** Les revenus du fédéral au Québec étaient de 43 428 M\$ en 2005.

Sources : Ministère des finances du Québec, Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada, EcoTec Consultants

La partie du tableau qui porte sur l'ensemble de la province est particulièrement intéressante au niveau de la cohérence interne du modèle. Ainsi, les emplois générés représentent 0,04 % des emplois totaux et 0,03 % du PIB dans la province. On remarque encore ici que le nombre des emplois générés est gonflé à cause des faibles salaires dans le secteur des services. En contrepartie, le PIB est plus bas, en bonne partie à cause de deux facteurs : les faibles niveaux de profits et de dépréciation du capital dans les services (comparés au secteur manufacturier par exemple) et les bas salaires.

De plus, la cohérence au niveau de la fiscalité est aussi très bonne. La cohérence entre l'activité économique et la fiscalité est démontrée par le fait que le pourcentage de l'impôt sur le revenu des particuliers (0,02 %) est le même que celui du PIB. De plus, la logique interne du module fiscal a une excellente cohérence avec des pourcentages très semblables pour les revenus gagnés (0,04 %) et des revenus totaux auto générés (0,03 %). Le ratio de l'impôt sur le revenu des particuliers est plus bas (0,02 %) que celui des revenus gagnés (0,4 %) puisque les travailleurs du secteur du récréotourisme ont des salaires relativement bas qui sont imposés à un taux minime. Enfin, les recettes fiscales générées pour le fédéral sont aussi équivalentes à 0,03 % des recettes fédérales totales au Québec.

VII – CONCLUSION

Il est évident que les activités du secteur du récréotourisme font une contribution significative à l'économie de la MRC d'Antoine-Labelle : environ 7,0 % des emplois dans la MRC et 5,5 % des revenus gagnés. Comme expliqué plus haut, les impacts au niveau des emplois sont probablement encore plus élevés étant donné la nature hautement saisonnière de l'industrie du tourisme et le fait que les données sur l'emploi dans les tableaux de la section VI sont calculées sur une base de personnes-année.

À l'heure où d'autres industries importantes pour la MRC d'Antoine-Labelle (par exemple le secteur forestier) vivent des conjonctures particulières, les retombées économiques du secteur du récréotourisme fournissent des emplois essentiels dans cette région du Québec.